

Billet du Président et des gestionnaires Juillet 2011

Rétrospectives des événements et de leur conséquence sur l'économie

Le réveil démocratique de plusieurs Etats du Moyen-Orient peut être salué sur le plan politique, mais également économique à moyen terme. Les taux de croissance impressionnants d'un grand nombre de pays émergents prouvent que la progression de la démocratie entraîne aussi celle de la prospérité. Malgré ces évolutions positives, les marchés financiers ont réagi avec nervosité, en particulier dans le cas libyen. Les actions ont été mises sous pression, le franc suisse et le prix du pétrole ont augmenté.

Le tremblement de terre, le tsunami et la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima ont dévasté une partie du Nord-Est du Japon ayant pour conséquence un ralentissement économique dans ce pays lors de ce premier trimestre 2011 et des prévisions baissières pour 2011. Mais l'expérience de pays développés tend à montrer que les dégâts provoqués par les tremblements de terre et le tsunami peuvent stimuler la croissance économique à moyen terme. En 2012, une croissance assez forte est attendue pour le Japon.

La crise grecque ne voit pas encore le bout du tunnel: la dette grecque a le niveau le plus haut de la zone euro et le déficit budgétaire dépasse largement les prévisions d'automne 2010. En mai 2011, ce pays a obtenu un plan de secours de 110 milliards d'Euro, ce pays peine à assainir ses finances et l'endettement devrait encore être revu à la hausse. De plus, les spéculations sur le rééchelonnement de la dette grecque font monter les primes de taux et impactent les efforts d'assainissement de ce pays: les taux d'intérêt des obligations grecques ayant augmenté, le coût du refinancement de la dette publique s'est renchéri.

Les programmes de soutien sont en cours mais les défis sont de taille: des citoyens hostiles à des mesures de restrictions budgétaires ainsi qu'aux privatisations et un gouvernement qui se doit de tout mettre en œuvre pour relever ce défi. La situation économique serait plus difficile si la Grèce faisait un défaut de paiement et sortait de la zone euro: risque de contagion sur d'autres pays avec de lourdes conséquences.

Situation économique générale:

Concernant la situation économique aux Etats-Unis, rien n'indique encore que la liquidité créée par la Réserve Fédérale alimente en grande partie l'économie. Elle reste plutôt pour une large part sur les comptes des banques auprès de la banque centrale. C'est pourquoi la politique monétaire américaine devrait encore rester expansive et maintenir des taux d'intérêt faibles. La faible croissance américaine actuelle n'est que temporaire et liée à l'impact de la catastrophe japonaise : la baisse de la production automobile est la conséquence du retard dans la fourniture de pièces provenant du Japon, entraînant un ralentissement du cycle de production. Ceci a amené de l'incertitude sur la solidité de la reprise de l'économie américaine ce dernier mois, et a fragilisé le marché des actions.

En Europe, malgré la crise des pays périphériques, la croissance économique s'est accélérée au premier trimestre 2011. La Banque Centrale Européenne a donc annoncé en avril une hausse de son taux directeur de 25 points de base soit un taux qui atteint désormais 1,25 %. La difficulté de la Grèce à assainir son endettement public et son budget fragilise l'euro.

Une toute autre situation se passe sur les marchés asiatiques. La croissance solide entraîne des problèmes d'inflation. Les banques centrales asiatiques (sauf au Japon) se voient obligées de resserrer leur politique monétaire et ceci réduit les performances des actions asiatiques.

A court terme, la volatilité des marchés financiers et du cours du pétrole devrait rester élevée, et des replis récurrents sont à prévoir. Mais les fondamentaux solides de l'économie mondiale devraient à nouveau s'imposer aux marchés dans le courant de l'année 2011.

La progression de la valeur des parts, depuis le 31 décembre 2010 jusqu'au 30 juin 2011, a été pour la part A (segment croissance en EUR) de EUR +0.02% et pour la part B (segment conservateur en EUR) de EUR +0.34%. La progression de la valeur de la part C (segment croissance en CHF), depuis le 31 mai 2011 jusqu'au 30 juin 2011, a été de CHF -0.12%.